

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES SERVICES DES AIDES FAMILIALES ET DES AIDES SENIORS DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE (318.02)**

**Convention collective de travail du 23 février 2011 instaurant un régime de pension complémentaire sectoriel**

**Chapitre 1<sup>er</sup>. Objet de la convention**

**Article 1<sup>er</sup>**

La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'article 8 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, dénommée ci-après « LPC », et de la décision des organisations patronales et syndicales représentées au sein de la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande (318.02). Cette convention collective de travail a pour objet l'instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel. L'engagement de pension constitue l'objet du règlement de pension joint en annexe, qui fait partie intégrante de la présente convention collective de travail.

**Chapitre 2. Champ d'application**

**Article 2**

La présente convention collective de travail est applicable à tous les employeurs et travailleurs ressortissant à la sous-commission paritaire (318.02), à l'exception :

- des catégories de travailleurs prévues à l'article 3 de la présente convention collective de travail ;
- des employeurs établis à l'étranger et de leurs travailleurs détachés en Belgique au sens du règlement CEE applicable en matière de sécurité sociale.

Par « travailleurs », on entend le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Dans la présente convention collective de travail, on entend par « fonds social » le Fonds social 318.02 de financement du second pilier de pension, institué comme fonds de sécurité d'existence par la convention collective de travail du 31 mars 2008, dernièrement modifié par la convention collective de travail du 23 février 2011.

**Article 3**

La convention collective de travail ne s'applique pas :

- aux travailleurs engagés sous contrat d'intérimaire ;
- aux travailleurs engagés sous contrat d'étudiant, de vacances ou de FPI (formation professionnelle individuelle) ;
- aux collaborateurs à l'assistance par le travail et aux personnes occupées dans le cadre de l'article 60 § 7 de la loi organique des CPAS et occupées dans le cadre de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 sauf si un contrat de travail a été conclu ;
- aux travailleurs exerçant une activité alors qu'il bénéficient déjà d'une pension légale de retraite ;
- aux journalistes professionnels agréés pendant la période entrant un considération pour la pension légale complémentaire pour les journalistes professionnels agréés, régie par l'arrêté royal du 27 juillet 1971 (Moniteur belge du 20 août 1971) ;
- aux coopérants d'organisations non gouvernementales belges travaillant à l'étranger et affiliés à l'Office de sécurité sociale d'outre-mer.

**Chapitre 3. Organisateur**

**Article 4**

L'organisateur du régime de pension complémentaire sectoriel est le fonds social 318.02 de financement du second pilier de pension, dont le siège social est établi Quai du commerce 48 à 1000 Bruxelles.

#### **Chapitre 4. Engagement de pension**

##### **Article 5**

Les règles et modalités relatives à l'exécution de l'engagement de pension, ainsi que les droits et obligations de l'organisateur, des employeurs, des affiliés et de leurs ayants droit figurent dans le règlement de pension joint en annexe à la présente convention collective de travail.

##### **Article 6**

Il est créé un Fonds de pension pour le secteur non-marchand flamand, l'OFP (Organisme de financement des pensions), dont le siège social est établi Quai du commerce 48 à 1000 Bruxelles. Ce fonds, autorisé par la Commission bancaire, financière et des assurances (CBFA), est choisi comme organisme de pension et la gestion et l'exécution de l'engagement de pension lui sont confiées.

#### **Chapitre 5. Date d'entrée en vigueur du régime de pension complémentaire sectoriel**

##### **Article 7**

Le régime de pension complémentaire sectoriel entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

#### **Chapitre 6. Entrée en vigueur, durée et dénonciation de la présente convention collective de travail**

##### **Article 8**

§1<sup>er</sup>. La présente convention collective de travail prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et est conclue pour une durée indéterminée.

§ 2. Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 30 juin de chaque année civile, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste et adressée au président de la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande, qui en enverra une copie à chacune des parties signataires.

*Sous-commission parlementaire pour les services des aides  
familiales et des aides sociaux de la Communauté  
flamande*

Annexe à la convention collective de travail du 23 février 2011  
portant sur l'instauration d'un régime de pension complémentaire  
sectoriel

**Organisme de financement des pensions**

«Pensioenfonds van de Vlaamse Non-Profit/social-profitsector» (Fonds de pension  
du secteur non marchand et à bénéfice social flamand)

**Quai du Commerce 48 à 1000 Bruxelles**

**règlement de pension**

---

**TABLE DES MATIERES**

**Table des matières 1**

**1 Objet 3**

**2 Définitions 3**

**3 Affiliation 4**

**4 La contribution de pension et comment elle est affectée 4**

**4.1 Le montant de la contribution de pension 4**

**4.2. L'affectation de la contribution de pension 5**

**4.3 Le rendement 5**

**4.4 La participation bénéficiaire 5**

**4.5 Liquidation 5**

**5 Liquidation à la date d'échéance 5**

**5.1 Échéance normale 5**

**5.2 Continuer à travailler après 65 ans 6**

**5.3 Liquidation anticipée 6**

**6 Liquidation en cas de décès 6**

**7 Droits acquis de l'affilié aux réserves 6**

**8 Mode de Liquidation 7**

**9 Bénéficiaires 7**

**9.1 Le bénéficiaire de la liquidation à l'échéance 7**

**9.2 Le bénéficiaire de la liquidation en cas de décès 7**

**10 Conséquences du non-paiement des contributions de pension 8**

**11 Information 8**

**11.1 Le règlement de pension 8**

**11.2 La fiche de pension 8**

**11.3 Le rapport de gestion 8**

**12 L'Affilié quitte l'organisation avant la date d'échéance 8**

**13 Dispositions fiscales 9**

**13.1 Quelle législation fiscale s'applique? ..... 9**

**13.2 Statut fiscal de la contribution de pension 9**

**14 Obligations de l'organisateur 9**

**15 Application de la Loi relative à la protection de la vie privée 10**

**16 Modification de ce règlement 10**

**17 Litiges et droit applicable 10**

## **1 Objet**

Le présent règlement de pension est rédigé en exécution des conventions collectives de travail instituant un régime sectoriel de pension complémentaire, conclues dans les (sous-)commissions paritaires 318.02, 319.01, 327.01, 329.01 et 331.

L'engagement de pension vise à constituer un capital de pension, ou une rente équivalente, qui sera versé à l'affilié ou, au cas où l'affilié décéderait avant l'échéance prévue, à ses bénéficiaires.

Le règlement de pension fixe les droits et devoirs de l'Organisateur, de l'organisme de pension, des Affiliés et de leurs bénéficiaires et les conditions sous lesquelles ces droits peuvent être exercés.

## **2 Définitions**

Dans ce règlement, un certain nombre de concepts sont utilisés, qui ont la signification suivante:

### **Organisateurs**

Les fonds de sécurité d'existence institués en exécution des conventions collectives de travail instituant un fonds de sécurité d'existence et fixant ses statuts, conclues dans les (sous-)commissions paritaires concernées:

- Fonds social 318.02 de financement complémentaire du second pilier de pension
- Fonds social 319.01 de financement complémentaire du second pilier de pension
- Fonds social 327.01 de financement complémentaire du second pilier de pension
- Fonds social 329.01 de financement complémentaire du second pilier de pension
- Fonds social 331 de financement complémentaire du second pilier de pension

### **Organisation**

Toute organisation, subventionnée ou non par l'Autorité flamande, qui occupe des travailleurs dans le cadre du champ de compétence des (sous-)commissions paritaires 318.02, 319.01, 327.01, 329.01 et 331, et à qui s'applique une des conventions collectives de travail instituant un régime sectoriel de pension complémentaire susmentionnées.

### **Salaire annuel**

Le salaire annuel brut de l'affilié, à charge de l'organisation, tel que déclaré à l'Office national de sécurité sociale.

## **Fonds de pension**

Le «Pensioenfonds van de Vlaamse Non-Profit/social-profitsector OFF» (Fonds de pension du secteur non marchand et à bénéfice social flamand) ayant son siège social établi quai du Commerce 48 à 1000 Bruxelles.

## **Loi relative aux pensions complémentaires**

La loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

### **3 Affiliation**

Tout travailleur, quelle que soit la nature du contrat de travail:

- qui, au 1<sup>er</sup> janvier 2010, est lié par un contrat de travail à une organisation, subventionnée ou non par l'Autorité flamande;
- ou qui y sera occupé après le 1<sup>er</sup> janvier 2010 avec un contrat de travail, subventionné ou non par l'Autorité flamande;
- et à qui s'applique la convention collective de travail instituant un régime sectoriel de pension complémentaire au sein des (sous-)commission paritaires;

est obligatoirement affilié au régime de pension.

La date d'entrée en service chez l'employeur est en même temps la date d'affiliation au présent règlement.

Sont toutefois exclus:

- les travailleurs sous contrat de travail intérimaire;
- les travailleurs sous contrat de vacances, d'étudiant ou FPI (formation professionnelle individuelle en entreprise);
- les collaborateurs dans le cadre du travail assisté et les personnes occupées dans le cadre de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 des CPAS et une occupation dans le cadre de l'article 78 de l'AR du 25/11/1991, à moins qu'il soit question d'un contrat de travail;
- les travailleurs qui exercent des activités alors qu'ils bénéficient déjà d'une pension de retraite légale;
- les journalistes professionnels agréés au cours de la période prise en compte pour une pension légale complémentaire pour journalistes professionnels agréés, réglée par l'arrêté royal du 27 juillet 1971 (MB du 20 août 1971)
- les coopérants des organisations non gouvernementales belges qui opèrent à l'étranger et pour qui il existe une affiliation à l'Office de sécurité sociale d'outre-Mer.

L'affilié accepte le règlement de pension et autorise l'Organisateur à transmettre au fonds de pension tous les renseignements et documents justificatifs nécessaires pour la bonne exécution du présent règlement.

L'affilié remettra, sur simple demande, tous les renseignements et documents justificatifs manquants, nécessaires pour que le fonds de pension puisse remplir ses obligations envers l'Affilié ou ses bénéficiaires. Tant que l'Affilié n'a pas transmis ces renseignements ou documents justificatifs, l'Organisateur ou le fonds de pension ne pourront remplir leurs obligations envers l'Affilié, relatives à

la pension complémentaire prévue dans le présent règlement. Il ne peut, dans ce cas, être question d'une quelconque indemnisation ou intérêt de retard en raison d'un éventuel versement tardif de droits.

#### **4 La contribution de pension et comment elle est affectée**

##### **4.1 Le montant de la contribution de pension**

Les paiements lors du départ à la retraite et en cas de décès sont financés par des contributions annuelles dont le niveau est fixé par convention collective de travail.

##### **4.2 L'affectation de la contribution de pension**

La contribution de pension est versée, pour chaque Affilié, sur un compte de pension individuel. La date de valeur, c'est-à-dire la date du calcul de l'intérêt de la contribution de pension, est fixée dans une annexe au présent règlement.

Le calcul de l'intérêt se fait:

- jusqu'au jour où le paiement de la pension complémentaire est dû;
- ou jusqu'au premier jour du mois dans lequel l'Affilié décède.

##### **4.3 Le rendement**

Le rendement est égal au résultat financier, moins les frais de gestion, les provisions pour risques et les charges et impôts éventuels sur le résultat.

La totalité ou une partie du rendement peut, par une décision des organes compétents du fonds de pension, être affectée à une réserve libre qui servira à financer un éventuel futur déficit par rapport à la réserve acquise requise par la loi. Cette réserve libre ne peut dépasser 125 % du total des réserves acquises auxquelles les Affiliés pourraient prétendre en cas de sortie.

Si les réserves individuelles n'atteignent pas le montant requis en vertu de l'article 24 de la loi relative aux pensions complémentaires, le compte de pension individuel reçoit annuellement, le 31 décembre, un rendement égal à une part proportionnelle du rendement obtenu par le fonds de pension cette année-là, en fonction des réserves investies.

Quand, à la sortie, au départ à la retraite ou à la résiliation de l'engagement de pension, un déficit apparaîtrait par rapport à ce qui est requis sur la base de l'article 24 de la loi relative aux pensions complémentaires, ce déficit est apuré en puisant dans la réserve libre.

##### **4.4 Participation bénéficiaire**

Le fonds de pension peut procéder à l'octroi d'une participation bénéficiaire. Cette participation bénéficiaire prend la forme d'une augmentation des droits acquis et est ainsi définitivement acquise par les Affiliés. Une participation bénéficiaire liée au compte individuel de l'Affilié est intégrée dans le calcul de l'intérêt sur la base de la procédure susmentionnée.

## **4.5 Liquidation**

Le fonds de pension liquidera les montants prévus dans les meilleurs délais. Si le fonds de pension ne dispose pas encore de toutes les données nécessaires au paiement du montant exact, une avance sera payée le 25 du mois suivant la date normale de paiement ou du mois dans lequel l'Affilié a introduit son dossier complet. Le solde sera liquidé au plus tard au dernier trimestre de l'année suivante.

## **5 Liquidation à la date d'échéance**

### **5.1 L'échéance normale**

La date d'échéance, à laquelle le capital constitué sur le compte de pension est exigible, est fixée au premier jour du mois qui suit le 65e anniversaire de l'Affilié.

Le fonds de pension liquidera le capital de pension constitué à la date normale d'échéance, même si l'Affilié à ce moment-là est resté occupé dans un des (sous-)secteurs concernés par le présent règlement.

### **5.2 Continuer à travailler après 65 ans**

Lorsque l'Affilié reste en service après la date d'échéance normale de 65 ans, le capital est liquidé comme prévu à l'article 5.1.

La contribution de pension reste due et une nouvelle date d'échéance est fixée en prorogeant la date d'échéance précédente chaque fois d'un an.

L'Affilié obtiendra alors la liquidation de son compte de pension:

- quand il prend sa retraite légale;
- quand il quitte le secteur, à savoir:
  - que le paiement se fait à la nouvelle date d'échéance quand il n'est plus occupé auprès d'une organisation à laquelle s'applique le présent règlement de pension au 2e trimestre précédant la nouvelle date d'échéance;
  - ou que l'Affilié lui-même communique la fin de son occupation dans le secteur.

### **5.3 Liquidation anticipée**

L'Affilié peut obtenir la liquidation anticipée des droits de pension après la fin de son occupation auprès d'une des organisations auxquelles s'applique le présent règlement de pension, mais au plus tôt à partir de l'âge de 60 ans.

Tant que l'Affilié est en service auprès d'une organisation visée à l'article 1er du présent règlement, il ne peut obtenir la liquidation anticipée.

## **6 Liquidation en cas de décès**

Lorsqu'un Affilié décède, le bénéficiaire a droit à la valeur constituée sur le compte de pension individuel au moment du décès.

La valeur sera au moins égale à la valeur qui doit être accordée en application de l'article 24 de la loi relative aux pensions complémentaires.



## **7 Droits acquis de l'Affilié aux réserves**

Les réserves constituées sur les comptes individuels sont la propriété de l'Affilié.

Ce n'est toutefois qu'après six mois d'affiliation ininterrompue au présent règlement de pension que l'Affilié peut faire valoir des droits relatifs à ces réserves.

Un Affilié qui a obtenu la liquidation de ses montants assurés et qui reprend du service dans une organisation appartenant à un secteur auquel s'applique le présent règlement, est considéré comme un nouvel Affilié.

Un Affilié qui a opté pour le transfert de ses réserves acquises à un autre organisme de pension et qui reprend du service auprès d'une organisation appartenant à un secteur auquel s'applique le présent règlement, est également considéré comme un nouvel Affilié.

Le compte de pension ne peut être mis en gage et son bénéficiaire ne peut être transféré. Il ne peut être accordé d'avance sur le compte.

## **8 Mode de liquidation**

L'Affilié ou son/ses bénéficiaire(s) sont censés opter pour la liquidation sous forme d'un capital.

Le(s) bénéficiaire(s) peu(ven)t cependant demander de transformer le capital qui lui/leur revient, en une rente viagère. Le choix d'une liquidation en rente viagère doit être communiquée par écrit par le bénéficiaire au fonds de pension au plus tard un mois avant la date à laquelle commence la liquidation.

Au choix du bénéficiaire, il peut s'agir d'une rente viagère qui n'est payée qu'à lui ou d'une rente viagère qui, en cas de décès du bénéficiaire, est transférable à son conjoint ou partenaire cohabitant légal. La rente peut être liée à l'indice.

Les rentes sont versées en parts mensuels, le dernier jour de chaque mois, jusqu'au dernier jour d'échéance précédant le décès du/des bénéficiaire(s). Lorsque le montant annuel de la rente ne dépasse pas 499,99 EUR, la liquidation ne peut se faire sous forme de rente, mais uniquement sous forme de capital. Lorsque le montant annuel de la rente se situe entre 499,99 et 800,01 EUR, elle n'est pas payée mensuellement, mais en quatre parts égales trimestrielles à la fin de chaque trimestre.

Les montants susmentionnés sont liés à l'indice selon les dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public.

## **9 Bénéficiaires**

### **9.1 Le bénéficiaire de la liquidation à l'échéance**

Si l'Affilié est en vie à l'échéance, le capital-vie est versé à l'Affilié lui-même.

### **9.2 Le bénéficiaire de la liquidation en cas de décès**

Si l'Affilié décède avant la date d'échéance, la liquidation prévue en cas de décès est versée au(x) bénéficiaire(s) sur la base de l'ordre de priorité suivant:

- L'époux/épouse de l'Affilié pour autant que celui-ci ne soit pas divorcé ou séparé judiciairement de corps et de biens ou se trouve en instance de divorce ou de séparation. Les époux sont censés divorcés de fait lorsqu'il apparaît des registres de l'état civil qu'ils ont chacun un domicile différent;
- À défaut, le cohabitant légal dans le sens des articles 1475 à 1479 du Code civil, qui n'a pas de lien de parenté avec l'Affilié;
- À défaut, les enfants de l'Affilié, ou, par remplacement, leurs descendants;
- À défaut, la/les personne(s) désignée(s) par l'Affilié par lettre recommandée, la dernière lettre recommandée envoyée étant valide;
- À défaut, le père et la mère de l'Affilié; Lors du décès de l'un d'eux, le capital revient au survivant;
- À défaut, les frères et sœurs de l'Affilié, ou, par remplacement, leurs descendants;
- À défaut les héritiers légaux de l'Affilié, à l'exception de l'État;
- À défaut, le fonds de pension.

S'il ya plusieurs bénéficiaires, le capital prévu est réparti entre eux à parts égales, à moins que le document de désignation de bénéficiaire détermine la taille des parts.

Au cas où l'Affilié et le bénéficiaire décèderaient sans que l'ordre de décès puisse être déterminé, le capital décès est versé au(x) remplaçant(s) du/des bénéficiaire(s).

## **10 Conséquences du non-paiement des contributions de pension**

L'Organisateur transmettra les contributions de pension dues au fonds de pension. L'Organisateur peut charger l'ONSS de la perception des contributions de pension.

Lorsque la contribution de pension n'est plus payée, les comptes de pension sont libérés de prime. Le fonds de pension mettra chaque Affilié au courant par une lettre envoyée à son adresse privée, dans les deux mois suivant la date à laquelle il a eu connaissance de la cessation des paiements.

## **11 Information**

### **11.1 Le règlement de pension**

Le texte du règlement de pension est disponible sur le site internet du fonds de pension.

### **11.2 La fiche de pension**

Le fonds de pension informe, au moins une fois par an, chaque Affilié des données suivantes:

- le montant des contributions de pension,
- les réserves acquises,
- les prestations acquises ainsi que la date à laquelle celles-ci sont exigibles,
- le montant des réserves acquises de l'année précédente,
- la rente correspondant au capital de pension.

### **11.3 Le rapport de gestion**

Le fonds de pension mettra à la disposition de l'Affilié, via le site internet, le rapport de gestion de l'engagement de pension. Il contiendra notamment les données suivantes:

- Le mode de financement de l'engagement de pension et les modifications structurelles de ce financement;
- La stratégie de placements à long et à court terme et la mesure dans laquelle il y est tenu compte des aspects sociaux, éthiques et écologiques;
- le rendement des placements et la structure des frais;
- la répartition du bénéfice.

## **12 L'Affilié quitte l'organisation avant la date d'échéance**

Lorsqu'il est mis fin au contrat de l'Affilié et qu'il reprend le travail dans les trois mois auprès d'une organisation à laquelle s'applique le présent règlement de pension, l'Affilié reste participant au régime sectoriel de pension complémentaire pour autant qu'il satisfasse aux conditions d'affiliation. L'Organisateur, agissant pour la (sous-)commission paritaire de l'organisation concernée se charge alors des obligations découlant du présent règlement de pension. Les possibilités qui sont énumérées ci-après ne s'appliquent donc pas.

Lorsqu'il est mis fin au contrat de l'Affilié pour une raison autre que le décès ou la survenance de la date d'échéance, et qu'il ne reprend pas immédiatement le travail auprès d'une organisation à laquelle s'applique le présent règlement de pension, l'Affilié a le choix parmi les possibilités suivantes, pour autant qu'il puisse prétendre à des droits sur les réserves:

- soit laisser les réserves acquises de l'engagement de pension auprès du fonds de pension et recevoir un capital ou une rente à la date d'échéance ou au décès;
- soit transférer les réserves acquises à l'organisation de pension du nouvel employeur avec lequel il a conclu un contrat de travail, s'il est affilié à l'engagement de pension du nouvel employeur;
- soit transférer les réserves acquises à un autre organisme de pension qui répartit la totalité de ses bénéfices au prorata des réserves parmi les Affiliés et qui limite les frais suite aux règles prévues à l'arrêté royal du 14 novembre 2003 concernant l'octroi d'avantages extralégaux aux travailleurs salariés et aux chefs d'entreprises.

Au cas où l'Affilié ne ferait pas de choix explicite dans les trente jours, il est censé avoir opté pour le maintien de ses réserves auprès du fonds de pension sans modification de l'engagement de pension.

## **13 Dispositions fiscales**

### **13.1 Quelle législation fiscale s'applique?**

Lorsque l'Affilié et le bénéficiaire ont leur domicile et/ou lieu de travail en Belgique, et que l'organisation est établie en Belgique, la législation fiscale belge s'applique tant aux contributions de pension qu'aux prestations. Si ce n'est pas le cas, des charges fiscales et/ou sociales pourraient être dues sur la base d'une législation étrangère, en exécution de traités internationaux en vigueur à cet égard.

### **13.2 Statut fiscal de la contribution de pension**

Sur la base de la législation fiscale belge en vigueur à la date d'entrée en effet du présent règlement de pension, les contributions patronales constituent en principe des frais professionnels déductibles dans le cadre de l'impôt des sociétés et ne donnent pas lieu à un prélèvement supplémentaire dans le cadre des impôts des personnes morales, ni à un avantage imposable de fait pour l'Affilié.

Le montant exprimé en rente annuelle:

- des prestations prévues suite au départ à la retraite en exécution du présent règlement de pension;
- de la pension légale;
- de toutes les autres allocations de retraite auxquelles l'Affilié a droit,
- ne peut toutefois dépasser 80 % de la dernière rémunération brute, compte tenu de la durée normale d'une activité professionnelle et d'une transmissibilité de la rente au bénéficiaire du conjoint survivant de 80 % et d'une indexation de la rente.

Si une organisation prévoit pour un Affilié d'autres avantages de pension complémentaires que ceux décrits dans le présent règlement de pension, un éventuel dépassement de la limite fiscalement autorisée sera imputé sur le financement de ces autres avantages de pension.

#### **14 Obligations de l'organisateur**

L'Organisateur transmettra à temps toutes les données nécessaires à l'exécution du présent règlement de pension au fonds de pension. Les obligations du fonds de pension sont fondées sur la base de la prompt transmission des données.

L'Organisateur transmettra au fonds de pension toutes les questions des Affiliés au sujet du règlement de pension en général ou des comptes individuels.

#### **15 Application de la Loi relative à la protection de la vie privée**

L'Organisateur fournit au fonds de pension un certain nombre de données personnelles permettant de gérer le régime sectoriel de pension. Le fonds de pension traite ces données confidentiellement. Elles ne peuvent être utilisées que pour la gestion du régime sectoriel de pension, à l'exclusion de tout autre but, commercial ou non.

Toute personne dont les données personnelles sont conservées a le droit d'en obtenir la consultation et la correction. Elle adressera alors au fonds de pension une demande écrite, accompagnée d'une copie de sa carte d'identité.

#### **16 Modification de ce règlement**

Le présent règlement de pension peut être modifié ou résilié par une convention collective de travail conclue dans les (sous-)commissions paritaires compétentes.

#### **17 Litiges et droit applicable**

Le droit belge est applicable au présent règlement de pension. Les litiges éventuels entre les parties à cet égard sont de la compétence des tribunaux belges.



**Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 februari 2011  
tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel**

**Hoofdstuk 1. Voorwerp van de overeenkomst**

**Artikel 1**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in uitvoering van de wet van 28 april 2003, artikel 8, betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, hierna "WAP" genoemd, en de beslissing van de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties in het paritair subcomité voor voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse gemeenschap. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft als voorwerp de invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel. De pensioentoezegging maakt het voorwerp uit van het als bijlage opgenomen pensioenreglement, dat integraal deel uitmaakt van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

**Hoofdstuk 2. Toepassingsgebied**

**Artikel 2**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle werkgevers en alle werknemers die ressorteren onder het paritair subcomité 318.02, met uitzondering van:

- de categorieën voorzien in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst;
- de in het buitenland gevestigde werkgevers en hun in België gedetacheerde werknemers in de zin van de toepasselijke EEG-verordening inzake de sociale zekerheid

Onder werknemers wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Onder sociaal fonds wordt in deze collectieve arbeidsovereenkomst verstaan: het Sociaal fonds 318.02 tot financiering tweede pensioenpijler, opgericht als fonds voor bestaanszekerheid bij collectieve arbeidsovereenkomst van 31 maart 2008, laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 23 februari 2011.

**Artikel 3**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op:

- werknemers met een contract van interimarbeid;
- werknemers met een vakantie-, studenten- of ibo-contract (individuele beroepsopleiding);
- arbeidszorgmedewerkers en personen tewerkgesteld in het kader van artikel 60§7 van de organieke wet op de inrichting van de OCMW's en een tewerkstelling in het kader van artikel 78 van het KB van 25.11.1991 tenzij er sprake is van een arbeidsovereenkomst;
- werknemers die activiteiten uitoefenen terwijl zij al een wettelijk rustpensioen genieten;
- erkende beroepsjournalisten gedurende de periode die in aanmerking komt voor het wettelijk aanvullend pensioen voor erkende beroepsjournalisten, geregeld door het Koninklijk Besluit van 27 juli 1971 (B.S. 20 augustus 1971)
- coöperanten van Belgische niet-gouvernementele organisaties, die werken in het buitenland en voor wie een aansluiting bestaat bij de Dienst voor de Overzeese Sociale Zekerheid

**Hoofdstuk 3. Inrichter**

**Artikel 4**

Het Sociaal fonds 318.02 tot financiering tweede pensioenpijler, met maatschappelijke zetel gelegen te 1000 Brussel, Handelskaai 48, treedt op als inrichter van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

#### **Hoofdstuk 4. Pensioentoezegging**

##### **Artikel 5**

De regels en modaliteiten betreffende de uitvoering van de pensioentoezegging, en de rechten en verplichtingen van de inrichter, van de werkgevers, van de aangeslotenen en van hun rechthebbenden zijn opgenomen in het pensioenreglement dat als bijlage is opgenomen bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.

##### **Artikel 6**

Er wordt een Pensioenfonds van de Vlaamse non-profit/socialprofitsector OFP (Organisme voor de Financiering van Pensioenen), met maatschappelijke zetel in 1000 Brussel, Handelskaai 48 en toegelaten door de Commissie voor het bank-, financie- en assurantiewezen (CBFA), opgericht dat als pensioeninstelling gekozen wordt en waaraan het beheer en de uitvoering van de pensioentoezegging worden toevertrouwd.

#### **Hoofdstuk 5. Inwerkingtreding van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel**

##### **Artikel 7**

Het sectoraal aanvullend pensioenstelsel treedt in werking op 1 januari 2011.

#### **Hoofdstuk 6. Inwerkingtreding, duur en opzegging van de collectieve arbeidsovereenkomst**

##### **Artikel 8**

**§1.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2011 en is gesloten voor onbepaalde tijd.

**§2.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan door elk van de partijen worden opgezegd voor 30 juni van ieder kalenderjaar, met uitwerking op 1 januari van het daaropvolgend kalenderjaar. De opzegging moet betekend worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse gemeenschap die een kopie van de opzegging stuurt aan elke ondertekenende partij.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE *diensten voor pensioenen en bevoorschoteling*  
*van de Vlaamse Gemeenschap*

**Bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 februari 2014  
tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel**

**Organisme voor de Financiering van Pensioenen  
"Pensioenfonds van de Vlaamse Non-Profit/social-profitsector"  
Handelskaai 48 te 1000 Brussel**

**PENSIOENREGLEMENT**

**Inhoudstafel**

<b>INHOUDSTAFEL</b>	<b>1</b>
<b>1 VOORWERP</b>	<b>3</b>
<b>2 BEGRIPSOMSCHRIJVING</b>	<b>3</b>
<b>3 AANSLUITING</b>	<b>4</b>
<b>4 DE PENSIOENTOELAGE EN HOE ZE AANGEWEND WORDT</b>	<b>4</b>
4.1 Het bedrag van de pensioentoeleage	4
4.2 De aanwending van de pensioentoeleage	4
4.3 Het rendement	5
4.4 Winstdeelname	5
4.5 Uitbetaling	5
<b>5 UITKERING OP DE EINDDATUM</b>	<b>5</b>
5.1 De normale einddatum	5
5.2 Blijven werken na 65 jaar	6
5.3 Vervroegde uitkering	6
<b>6 UITKERING IN GEVAL VAN OVERLIJDEN</b>	<b>6</b>
<b>7 VERWORVEN RECHTEN VAN DE AANGESLOTENE OP DE RESERVES</b>	<b>6</b>
<b>8 DE MANIER VAN UITKEREN</b>	<b>7</b>
<b>9 BEGUNSTIGDEN</b>	<b>7</b>

<b>9.1</b>	<b>De begunstigde van de uitkering op de einddatum</b>	<b>7</b>
<b>9.2</b>	<b>De begunstigde van de uitkering bij overlijden</b>	<b>7</b>
<b>10</b>	<b>GEVOLGEN VAN HET NIET BETALEN VAN DE PENSIOENTOELAGEN</b>	<b>8</b>
<b>11</b>	<b>INFORMATIE</b>	<b>8</b>
<b>11.1</b>	<b>Het pensioenreglement</b>	<b>8</b>
<b>11.2</b>	<b>De pensioenfiche</b>	<b>8</b>
<b>11.3</b>	<b>Beheersverslag</b>	<b>8</b>
<b>12</b>	<b>DE AANGESLOTENE VERLAAT DE ORGANISATIE VÓÓR DE EINDDATUM</b>	<b>8</b>
<b>13</b>	<b>FISCALE BEPALINGEN</b>	<b>9</b>
<b>13.1</b>	<b>Welke fiscale wetgeving is van toepassing?</b>	<b>9</b>
<b>13.2</b>	<b>Belastingsstatuut van de pensioentoeelage</b>	<b>9</b>
<b>14</b>	<b>VERPLICHTINGEN VAN DE INRICHTER</b>	<b>9</b>
<b>15</b>	<b>TOEPASSING VAN DE WET TOT BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER</b>	<b>10</b>
<b>16</b>	<b>WIJZIGING VAN DIT REGLEMENT</b>	<b>10</b>
<b>17</b>	<b>GESCHILLEN EN TOEPASSELIJK RECHT</b>	<b>10</b>



## **1 Voorwerp**

Dit sectoraal pensioenreglement wordt opgesteld in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomsten tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel, gesloten in de paritaire (sub)comités 318.02, 319.01, 327.01, 329.01 en 331.

De pensioentoezegging heeft tot doel om een pensioenkapitaal of een ermee overeenstemmende rente samen te stellen, dat aan de aangeslotene of in geval de aangeslotene overlijdt voor de voorziene einddatum aan zijn rechthebbenden uitgekeerd wordt.

Dit pensioenreglement bepaalt de rechten en verplichtingen van de inrichter, de pensioeninstelling, de werkgevers, de aangeslotenen en hun rechthebbenden, en de voorwaarden waaronder deze rechten uitgeoefend kunnen worden.

## **2 Begripsomschrijving**

In dit reglement worden een aantal begrippen gebruikt, die de volgende betekenis hebben:

### **Inrichters**

De Fondsen voor bestaanszekerheid, opgericht in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomsten tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en de vaststelling van zijn statuten, gesloten in het betrokken paritaire (sub)comités:

- Sociaal fonds 318.02 tot financiering tweede pensioenpijler
- Sociaal fonds 319.01 tot financiering tweede pensioenpijler
- Sociaal fonds 327.01 tot financiering tweede pensioenpijler
- Sociaal fonds 329.01 tot financiering tweede pensioenpijler
- Sociaal fonds 331 tot financiering tweede pensioenpijler

### **Organisatie**

Elke organisatie – al dan niet gesubsidieerd door de Vlaamse overheid – die personeelsleden tewerkstelt binnen het toepassingsgebied van de paritaire (sub)comités 318.02, 319.01, 327.01, 329.01 en 331, op wie een van de eerder genoemde sectorale collectieve arbeidsovereenkomsten tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel van toepassing is.

### **Jaarloon**

Het aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aangegeven bruto jaarloon van de aangeslotene, ten laste van de organisatie.

### **Pensioenfonds**

Het Pensioenfonds van de Vlaamse Non-Profit/social-profitsector OFP, met zetel te 1000 Brussel, Handelskaai 48

### **Wet betreffende de aanvullende pensioenen**

Wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.

### **3 Aansluiting**

Elke werknemer ongeacht de aard van de arbeidsovereenkomst

- die op 1 januari 2010 door een arbeidsovereenkomst verbonden is met een organisatie, al dan niet gesubsidieerd door de Vlaamse overheid
- of na 1 januari 2010 tewerkgesteld zal worden met een arbeidsovereenkomst, al dan niet gesubsidieerd door de Vlaamse overheid
- en op wie de collectieve arbeidsovereenkomst tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel binnen de paritaire (sub)comités, van toepassing is,

wordt verplicht aangesloten aan het pensioenstelsel.

De datum van in dienst treden bij de werkgever is tegelijk de datum van aansluiting aan dit reglement.

Worden evenwel uitgesloten :

- werknemers met een contract van interimarbeid,
- werknemers met vakantie-, studenten- of IBO-contracten (individuele beroepsopleiding)
- arbeidszorgmedewerkers en personen tewerkgesteld in het kader van art. 60 §7 van de organieke wet op de inrichting van OCMW's en een tewerkstelling in het kader van artikel 78 van het KB van 25.11.1991 tenzij er sprake is van een arbeidsovereenkomst
- werknemers die activiteiten uitoefenen terwijl zij al een wettelijk rustpensioen genieten
- erkende beroepsjournalisten gedurende de periode die in aanmerking komt voor het wettelijk aanvullend pensioen voor erkende beroepsjournalisten, geregeld door het Koninklijk Besluit van 27 juli 1971 (B.S. 20 augustus 1971)
- coöperanten van Belgische niet-gouvernementele organisaties, die werken in het buitenland en voor wie een aansluiting bestaat bij de Dienst voor de Overzeese Sociale Zekerheid

De aangeslotene aanvaardt het pensioenreglement, en machtigt de inrichter om aan het pensioenfonds alle inlichtingen en bewijsstukken over te maken die nodig zijn voor de goede uitvoering van dit reglement.

De aangeslotene zal alle ontbrekende inlichtingen en bewijsstukken die nodig zijn opdat het pensioenfonds zijn verplichtingen tegenover de aangeslotene of zijn rechthebbenden kan uitvoeren, op eenvoudige vraag overmaken. Zolang de aangeslotenen deze inlichtingen of bewijsstukken niet overmaakt, zullen de inrichter en het pensioenfonds hun verplichtingen tegenover de aangeslotene met betrekking tot het aanvullend pensioen dat in dit reglement beschreven wordt niet kunnen uitvoeren. Er kan in dat geval geen sprake zijn van enige vorm van vergoeding of verwijntrest voor een gebeurlijke late uitbetaling van rechten.

### **4 De pensioentoeelage en hoe ze aangewend wordt**

#### **4.1 Het bedrag van de pensioentoeelage**

De uitkeringen bij pensioenering en in geval van overlijden worden gefinancierd door jaarlijkse toelagen waarvan het niveau vastgesteld wordt bij collectieve arbeidsovereenkomst.

#### **4.2 De aanwending van de pensioentoeelage**

De pensioentoeelage wordt voor iedere aangeslotene op een individuele pensioenrekening gestort. De valutadatum, dit is de datum vanaf wanneer de pensioentoeelage opgerent wordt, wordt vastgesteld in een bijlage aan dit reglement.

De oprenting gebeurt :

- tot op de dag waarop de uitbetaling van het aanvullend pensioen moet gebeuren;
- of tot op de eerste dag van de maand waarin de aangeslotene overlijdt.

#### **4.3 Het rendement**

Het rendement is gelijk aan het financieel resultaat, verminderd met de beheerskosten, de voorzieningen voor risico's en lasten en de eventuele belastingen op het resultaat.

Het geheel of een deel van het rendement kan door een beslissing van de bevoegde organen van het pensioenfonds toegewezen worden aan een vrije reserve die dient om een eventueel toekomstig tekort ten overstaan van de wettelijk vereiste verworven reserve te financieren. Deze vrije reserve kan maximaal 125% bedragen van de som van de verworven reserves waarop de aangeslotenen bij uittreding aanspraak zouden kunnen maken,

Indien de individuele reserves niet het bedrag bereiken dat vereist is in uitvoering van artikel 24 van de wet betreffende de aanvullende pensioenen, ontvangt de individuele pensioenrekening jaarlijks op 31 december een rendement dat gelijk is aan een proportioneel deel van het rendement dat door het pensioenfonds in dat jaar behaald werd, in verhouding tot de belegde reserves.

Wanneer bij uittreding, pensionering of bij opheffing van de pensioentoezegging er een tekort zou bestaan ten overstaan van wat vereist is op basis van artikel 24 van de Wet betreffende de aanvullende pensioenen, wordt dit tekort aangezuiverd vanuit de vrije reserve.

#### **4.4 Winstdeelname**

Het pensioenfonds kan overgaan tot het toekennen van een winstdeelname. Deze winstdeelname neemt de vorm aan van een verhoging van de verworven rechten, en wordt daardoor definitief verworven door de aangeslotenen. Een aan de individuele rekening van de aangeslotene toegekende winstdeelname wordt mee opgerent op basis van de hiervoor beschreven werkwijze.

#### **4.5 Uitbetaling**

Het pensioenfonds zal de voorziene bedragen zo snel mogelijk uitbetalen.

Indien het pensioenfonds nog niet beschikt over alle gegevens die nodig zijn om het juiste bedrag uit te betalen, zal er een voorschot betaald worden op de 25<sup>ste</sup> van de maand die volgt op de normale betalingsdatum of op de maand waarop de aangeslotene zijn volledig dossier ingediend heeft. Het resterende saldo zal uiterlijk in het laatste trimester van het volgende jaar uitbetaald worden.

### **5 Uitkering op de einddatum**

#### **5.1 De normale einddatum**

De einddatum waarop het kapitaal dat op de pensioenrekening opgebouwd werd opeisbaar is, wordt vastgesteld op de eerste dag van de maand die volgt op de 65ste verjaardag van de aangeslotene.

Het pensioenfonds zal het opgebouwde pensioenkapitaal uitbetalen op de normale einddatum, zelfs als de aangeslotene op dat ogenblik nog in één van de (sub)sectoren waarop dit reglement van toepassing is, tewerkgesteld is gebleven.

## **5.2 Blijven werken na 65 jaar**

Indien de aangeslotene in dienst blijft na de normale einddatum van 65 jaar, wordt het kapitaal uitgekeerd zoals voorzien is onder artikel 5.1.

De pensioentoeelage blijft verschuldigd en er wordt een nieuwe einddatum vastgesteld door de eerdere einddatum telkens met 1 jaar te verlengen.

De aangeslotene zal dan de uitkering van zijn pensioenrekening bekomen

- wanneer hij zijn wettelijk pensioen opneemt
- wanneer hij de sector verlaat, dit wil zeggen
  - dat de uitkering geschiedt op de nieuwe einddatum wanneer hij in het 2<sup>de</sup> trimester voorafgaand aan de nieuwe einddatum niet meer tewerkgesteld is bij een organisatie waarop dit pensioenreglement van toepassing is
  - of wanneer de aangeslotene zelf het einde van de tewerkstelling in de sector meldt

## **5.3 Vervroegde uitkering**

De aangeslotene kan de vervroegde uitkering van de pensioenrechten bekomen na het einde van de tewerkstelling in één van de organisaties waarop dit pensioenreglement van toepassing is, maar ten vroegste vanaf de leeftijd van 60 jaar.

Zolang de aangeslotene in dienst is van een organisatie bedoeld in artikel 1 van dit reglement, kan hij geen vervroegde uitkering bekomen.

## **6 Uitkering in geval van overlijden**

Wanneer een aangeslotene overlijdt, heeft de begunstigde recht op de op het ogenblik van het overlijden opgebouwde waarde op de individuele pensioenrekening.

De waarde zal minstens gelijk zijn aan de waarde die in uitvoering van artikel 24 van de wet betreffende de aanvullende pensioenen moet toegekend worden.

## **7 Verworven rechten van de aangeslotene op de reserves**

De reserves die opgebouwd zijn op de individuele rekeningen, zijn eigendom van de aangeslotene.

De aangeslotene kan echter pas na zes ononderbroken maanden aansluiting aan dit pensioenreglement rechten opeisen met betrekking tot die reserves.

Een aangeslotene die de vereffening van zijn verzekerde bedragen heeft verkregen en die opnieuw in dienst komt van een organisatie die behoort tot een sector waarop het reglement van toepassing is, wordt als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

Een aangeslotene die ervoor gekozen heeft zijn verworven reserves over te dragen naar een andere pensioeninstelling en die opnieuw in dienst komt van een organisatie die behoort tot een sector waarop het reglement van toepassing is, wordt eveneens als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

De pensioenrekening kan niet in pand gegeven worden, en de begunstiging ervan kan niet overgedragen worden. Er kan geen voorschot op toegekend worden.

## 8 De manier van uitkeren

De aangeslotene of de begunstigde(n) worden verondersteld te kiezen voor de uitkering in de vorm van een kapitaal.

De begunstigde(n) kan (kunnen) evenwel vragen om het kapitaal dat aan hem(n) toekomt, om te vormen in een lijfrente. Een keuze voor een vereffening als lijfrente moet uiterlijk een maand voor de datum waarop de uitkering aanvangt schriftelijk door de begunstigde aan het Pensioenfonds-meegedeeld worden.

Het kan volgens de keuze van de begunstigde gaan om een lijfrente die enkel aan hem betaald wordt, of om een lijfrente die in geval van overlijden van de begunstigde overdraagbaar is op de overlevende echtgeno(o)t(e) of op de partner waarmee hij wettelijk samenwoont. De rente kan geïndexeerd worden.

De renten worden in maandelijkse delen betaald op de laatste dag van elke maand, tot en met de laatste vervaldag die voorafgaat aan het overlijden van de begunstigde(n). Wanneer het jaarbedrag van de rente de 499,99 EUR niet overschrijdt, kan de voorziene uitkering niet onder vorm van rente gebeuren, maar enkel onder vorm van een eenmalig kapitaal.

Wanneer het jaarbedrag van de rente gelegen is tussen 499,99 en 800,01 EUR, dan wordt ze niet maandelijks betaald, maar in vier gelijke trimestriële delen op het einde van ieder trimester.

De hiervoor vermelde bedragen worden geïndexeerd volgens de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist geïndexeerd worden.

## 9 Begunstigden

### 9.1 De begunstigde van de uitkering op de einddatum

Indien de aangeslotene in leven is op de einddatum, wordt het kapitaal leven uitgekeerd aan de aangeslotene zelf.

### 9.2 De begunstigde van de uitkering bij overlijden

Indien de aangeslotene overlijdt vóór de einddatum, wordt de voorziene uitkering bij overlijden uitgekeerd aan de begunstigde(n) op basis van de volgende voorrangsoorde:

- De echtgeno(o)t(e) van de aangeslotene vóór zo ver die niet gerechtelijk van tafel en bed of feitelijk gescheiden is, of die zich niet in aanleg tot scheiding van tafel en bed of echtscheiding bevindt. De echtgenoten worden geacht feitelijk gescheiden te zijn wanneer uit de bevolkingsregisters blijkt dat zij een verschillende woonplaats hebben;
- Bij ontstentenis, de persoon die wettelijk samenwoont met de aangeslotene in de zin van artikel 1475 tot 1479 van het Burgerlijk Wetboek, en die geen bloedverwant is van de aangeslotene;
- Bij ontstentenis de kinderen van de aangeslotene, of bij plaatsvervulling, hun nakomelingen;
- Bij ontstentenis de door de aangeslotene per aangetekend schrijven aangeduide perso(o)n(en), waarbij de laatst verstuurde aangetekende brief rechtsgeldig is;
- Bij ontstentenis de ouders van de aangeslotenen. Bij overlijden van één van hen komt het kapitaal toe aan de langstlevende;
- Bij ontstentenis de broers en zusters van de aangeslotene, bij plaatsvervulling hun kinderen;
- Bij ontstentenis de wettelijke erfgenamen van de aangeslotene, met uitsluiting van de staat;
- Bij ontstentenis het Pensioenfonds.

Indien er meerdere begunstigden zijn, wordt het voorziene kapitaal in gelijke delen onder hen verdeeld, tenzij het document van aanduiding van begunstigde de grootte van de delen bepaalt.

In geval de aangeslotene en de begunstigde overlijden zonder dat de volgorde van overlijden kan bepaald worden, wordt het kapitaal overlijden uitgekeerd aan de plaatsvervanger(s) van de begunstigde(n).

## **10 Gevolgen van het niet betalen van de pensioentoeelagen**

De inrichter zal de verschuldigde pensioentoeelagen aan het pensioenfonds overmaken. De inrichter kan de inning van de pensioentoeelagen laten gebeuren door de RSZ.

Wanneer de pensioentoeelage niet langer betaald wordt, worden de pensioenrekeningen premievrij gemaakt. Het Pensioenfonds zal iedere aangeslotene uiterlijk binnen de 2 maanden volgend op de datum waarop het kennis kreeg van het stopzetten van de betaling, door middel van een op zijn persoonlijk adres gestuurde brief op de hoogte brengen.

## **11 Informatie**

### **11.1 Het pensioenreglement**

De tekst van het pensioenreglement is beschikbaar op de website van het Pensioenfonds.

### **11.2 De pensioenfiche**

Ieder jaar brengt het Pensioenfonds elke aangeslotene door middel van een pensioenfiche op de hoogte van:

- het bedrag van de pensioentoeelagen,
- de verworven reserve,
- de verworven prestatie en de datum van opeisbaarheid,
- het bedrag van de verworven reserve van het afgelopen jaar,
- de rente die overeenstemt met het pensioenkapitaal.

### **11.3 Beheersverslag**

Het Pensioenfonds stelt jaarlijks een verslag over het beheer van de pensioentoezegging ter beschikking van de aangeslotenen, via de website. Daarin is onder meer de volgende informatie opgenomen:

- de wijze van financiering van de pensioentoezegging en de structurele wijzigingen in die financiering;
- de beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten;
- het rendement van de beleggingen en de kostenstructuur;
- de verdeling van de winst.

## **12 De aangeslotene verlaat de organisatie vóór de einddatum**

Wanneer het arbeidscontract van de aangeslotene beëindigd wordt en hij binnen drie maanden het werk hervat bij een organisatie waarop dit pensioenreglement van toepassing is, blijft de aangeslotene deelnemer aan het sectorale pensioenstelsel voor zo ver hij aan de aansluitingsvoorwaarden voldoet. De inrichter die optreedt voor het paritaire (sub)comité van de betrokken organisatie neemt dan de verplichtingen die voortvloeien uit dit pensioenreglement op zich. De mogelijkheden waarvan hierna sprake zijn dan bijgevolg niet van toepassing.

Wanneer het arbeidscontract van de aangeslotene beëindigd wordt om een andere reden dan het overlijden of het bereiken van de einddatum, en hij niet onmiddellijk het werk hervat bij

een organisatie waarop dit pensioenreglement van toepassing is, heeft de aangeslotene de keuze tussen de volgende mogelijkheden, voor zover hij rechten kan opeisen op de reserves:

- hetzij de verworven reserve zonder wijziging van de pensioenbelofte laten bij het Pensioenfonds en op de einddatum of bij overlijden een kapitaal of een rente ontvangen;
- hetzij de verworven reserve overdragen naar de pensioeninstelling van de nieuwe werkgever waarmee hij een arbeidscontract sloot, indien hij aan de pensioentoezegging van die nieuwe werkgever aangesloten wordt;
- hetzij de verworven reserve overdragen naar een andere pensioensinstelling die de totaliteit van haar winsten proportioneel met de reserves verdeelt onder de aangeslotenen, en die de kosten beperkt als gevolg van de regels bepaald door het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan werknemers en aan bedrijfsleiders.

Indien de aangeslotene geen expliciete keuze maakt binnen de dertig dagen, wordt hij verondersteld gekozen te hebben voor het behoud van zijn reserves bij het Pensioenfonds zonder wijziging van de pensioenbelofte.

### **13 Fiscale bepalingen**

#### **13.1 Welke fiscale wetgeving is van toepassing?**

Wanneer de aangeslotene en de begunstigde hun woon- en/of werkplaats in België hebben, en de organisatie gevestigd is in België, is de Belgische fiscale wetgeving van toepassing zowel op de pensioenbijdragen als op de uitkeringen. Is dit niet het geval, dan zouden fiscale en/of sociale lasten kunnen verschuldigd zijn op basis van een buitenlandse wetgeving, in uitvoering van de internationale verdragen die in dat verband gelden.

#### **13.2 Belastingstatuut van de pensioentoeelage**

Op basis van de Belgische fiscale wetgeving van kracht op de ingangsdatum van dit pensioenreglement, vormen de werkgeverstoelagen in principe aftrekbare beroepskosten in de vennootschapsbelasting, en geven geen aanleiding tot bijkomende heffing in de rechtspersonenbelasting, noch tot een dadelijk belastbaar voordeel voor de aangeslotene

Het bedrag, uitgedrukt in jaarlijkse rente:

- van de voorzienen uitkeringen naar aanleiding van pensionering in uitvoering van dit pensioenreglement
- van het wettelijk pensioen
- van andere aanvullende pensioenuitkeringen waarop de aangeslotene recht heeft
- mag evenwel 80 % van de laatste normale bruto bezoldiging niet overschrijden, rekening houdend met de normale duur van een beroepswerkzaamheid, en met een overdraagbaarheid van de rente ten gunste van de overlevende echtgeno(o)t(e) van 80 %, en met een indexatie van de rente.

Indien een organisatie voor een aangeslotene nog andere aanvullende pensioenvoordelen zou voorzien dan diegene die voortkomen uit dit pensioenreglement, zal een gebeurlijke overschrijding van de fiscaal toegelaten grens aangerekend worden op de financiering van die andere pensioenvoordelen.

### **14 Verplichtingen van de inrichter**

De inrichter zal tijdig alle vereiste gegevens voor de uitvoering van dit pensioenreglement aan het pensioenfonds overmaken. De verplichtingen van het pensioenfonds worden gevestigd op basis van de tijdig overgedragen gegevens.

De inrichter zal alle vragen van de aangeslotenen over het pensioenreglement in het algemeen, of over de individuele rekeningen, meedelen aan het pensioenfonds.

## **15 Toepassing van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer**

De inrichter verstrekt een aantal persoonsgegevens aan het Pensioenfonds om het sectorale pensioenstelsel te beheren. Het Pensioenfonds behandelt deze gegevens vertrouwelijk. Ze mogen uitsluitend gebruikt worden voor het beheer van het sectorale pensioenstelsel, met uitsluiting van elk ander al dan niet commercieel oogmerk.

Iedere persoon van wie persoonlijke gegevens bewaard worden, heeft het recht om inzage en verbetering ervan te verkrijgen. Hij moet zich in dat geval schriftelijk tot het pensioenfonds richten, en daarbij een kopie van zijn identiteitskaart voegen.

## **16 Wijziging van dit reglement**

Dit pensioenreglement kan gewijzigd of stopgezet worden door een collectieve arbeidsovereenkomst die in de bevoegde paritaire (sub)comités gesloten wordt.

## **17 Geschillen en toepasselijk recht**

Het Belgische recht is van toepassing op dit pensioenreglement. Gebeurlijke geschillen tussen de partijen in verband ermee behoren tot de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.